

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
DE
CLERMONT-FERRAND

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
CCTP**

PROJET MODERNISATION DES BLOCS OPERATOIRES GM

Opération 7 HGM 16690 et 7 HGM 17091

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE**

Etablissement : CHU CLERMONT FERRAND

Site : GABRIEL MONTPIED

Localisation : BATIMENT PMT R+3 et PMT SS1 / BATIMENT HND R+5 (LASER)

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	3
2. MISSIONS	5
3. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir la mission de contrôle technique, au sens de l'article L. 111-23 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) liée au **projet de modernisation des blocs opératoires au Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand sur le site Gabriel Montpied**.

Il complète ou déroge, pour chaque mission ou phase d'intervention, aux définitions du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG Contrôleur Technique), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Contexte du projet :

Lieu(x) d'exécution : 58, Rue Montalembert, 63000 CLERMONT-FERRAND

Le centre hospitalier de Clermont-Ferrand a pour projet la restructuration de son bloc opératoire central implanté sur le site Gabriel Montpied. Ce dernier a été construit en 1996.

Les objectifs de cette restructuration du bloc implanté au R+3 sont les suivants :

Rapatrier l'activité programmée de Chirurgie Cardio vasculaire (sujet prioritaire) :

- Création de 2 salles, arsenaux et stockage
- Intégration des installations techniques nécessaires au fonctionnement des salles (3 consoles thermiques)

Sécuriser le bloc opératoire (sujet prioritaire) :

- Mise en sécurité au regard de la sécurité incendie
- Mise en conformité au regard des obligations normatives en termes d'hygiène et classes de risques associées
- Redimensionnement du nombre de places en SSPI au regard de l'occupation cible des salles

Améliorer fonctionnellement le bloc opératoire :

- Rationnaliser les surfaces de stockage et d'arsenaux au sein du bloc opératoire, en créant des arsenaux au **R+3 et au SS1 du bâtiment HNT**
- Optimiser les accès et les flux (vestiaires, sas, etc.)
- Agrandir la salle d'urgences zone Nord, créer une zone de pré-induction et étudier l'implantation d'une salle hybride dans le module de CCV à la place d'une salle de bloc.

Le CHU lance la construction d'un nouveau bâtiment dit « GM3 ». Une liaison est prévue entre le bloc central et la réanimation CCV, les patients seront directement accueillis en post-opératoire en réanimation CCV. **Les 2 salles de CCV devront donc être opérationnelles fin 2028 pour pouvoir fonctionner avec la réanimation CCV.**

Déplacer l'équipement d'ophtalmologie : LASER ALCON Wavelight

- Déplacer l'équipement actuellement en place au bloc opératoire salle 19 vers le **R+5 du bâtiment HND** (service d'ophtalmologie) : Travaux d'adaptation d'une salle d'attente existante pour création salle laser ISO 7.

Pour information, l'étude de faisabilité A2MO est annexée au dossier de consultation.

1.2. Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 4 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
P1	Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du RICT
P2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
P3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
P4	Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception

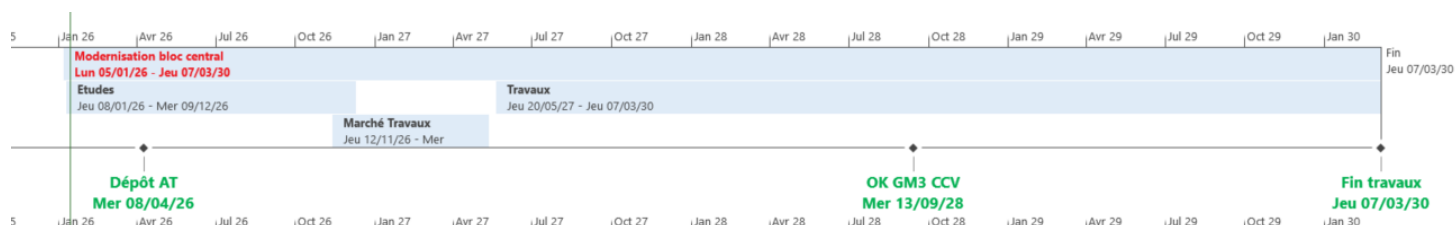
Pendant les phases le contrôleur doit prévoir le temps nécessaire aux opérations suivantes :

- **Phase 1 : Conception / Etude (APD/PRO)**
 - o Réunion de lancement et présentation de l'opération
 - o Temps d'échange régulier pendant la phase de conception (deux réunions de 2h par mois en phase étude dont au moins une en présentiel)
 - o Temps d'échange pour préparation des autorisations de travaux (relecture et commentaires de 3 versions de l'autorisation de travaux) : 1 AT pour le déplacement du laser et 1 AT pour la modernisation du bloc opératoire.
 - o Etude DCE (8 lots) pour la partie modernisation du bloc opératoire
 - o Préparation RICT
- **Phase 2 : Validation documents d'exécutions (pour chaque affaire)**
 - o Réunion exécution
 - o Etude des documents (2 versions par lot)
- **Phase 3 : Réalisation / Chantier (cumulés pour les deux affaires)**
 - o Présence à 1 réunion de chantier par mois couplées à des visites de chantier pour évaluer l'avancement et la conformité des travaux avec production d'un compte-rendu de visite
 - o Temps d'échange (2h tous les 15 jours) avec le CHU
 - o VIIE(à prévoir en horaires de nuit). Quantitatif prévisionnel : 21.
- **Phase 4 (pour chaque affaire)**
 - o Réception chantier (Prévoir 4 réceptions pour la modernisation bloc et 1 pour le déménagement laser)
 - o Participation aux deux commissions de sécurité

1.3. Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux

Etudes : 10 mois / Dépôt AT (x2): 19/05/26

Durée indicative travaux : 34 mois.



Durée maximale travaux : 48 mois (si décalage d'une phase).

1.4. Enveloppe prévisionnelle

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux de cette opération est de 11 M€ TTC.

2. Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
LE	Solidité des existants
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
VIIE	Vérification intégrale des installations électriques Dans le cadre de la visite initiale du contrôle périodique.
VRAT	Vérifications réglementaires après travaux
HAND et attestation	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L – 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 - R.111-19-22 et R.111-19-27 du Code de la Construction et de l'Habitation).

3. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - o informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - o donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

3.1. - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes : chaque livrable devra être communiqué au technicien représentant le Maître de l'Ouvrage en un exemplaire informatique. Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants : pdf, doc, docx, xls, xlsx.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit notamment consigner le résultat de ses examens, avec ou sans remarques, dans des fiches d'avis technique puis dans des rapports (rapports intermédiaires et rapports récapitulatifs), signés par le responsable technique qualifié.

Ces fiches sont numérotées chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis technique proprement dit, les renseignements suivants :

- référence de l'opération ;
- nature de la mission ;
- origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier ;
- liste des destinataires.

Les fiches et rapports doivent être signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'ouvrage, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement.

3.2. - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à une modification de marché.

Aucune garantie n'est prévue.

3.3. – Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le contrôleur technique est tenu d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation. Il distingue ce qui relève des évolutions souhaitables et des modifications obligatoires, notamment pour l'obtention des autorisations d'ouverture au public ou d'exploitation.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou les transpositions en droit interne des normes européennes.